

# SES

Store Electronic Systems



RAPPORT SEMESTRIEL 2011



# Sommaire

## **3 ACTIVITE**

- 4 Rapport semestriel d'activité
- 6 Perspectives

## **7 RAPPORT FINANCIER**

### **Comptes consolidés**

- 8 Transition aux normes IFRS
- 17 Etats financiers consolidés semestriels
- 21 Notes annexes aux états financiers consolidés semestriels

### **Rapport**

- 40 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

## **42 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL**



ACTIVITE

# RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

## I. L'ACTIVITE

Après une année 2010 difficile, Store Electronic Systems a renoué avec la croissance au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2011, réalisant un chiffre d'affaires de 28 244 K€, contre 20 930 K€ pour la même période l'an passé (+35%). Le marché français (18 246 K€, +29%), tout comme l'activité à l'international (9 998 K€, +48%), ont contribué à ce rebond significatif.

En France, la reprise est généralisée puisqu'elle concerne aussi bien les réseaux d'indépendants que les grands groupes intégrés, les installations de nouveaux magasins comme le chiffre d'affaires récurrent. A souligner notamment le renouvellement de contrats de référencement chez Intermarché et Système U (exclusif), ainsi que l'accord de déploiement de 70 supermarchés supplémentaires du groupe Monoprix à installer entre 2011 et 2012 et ce, malgré une mise en concurrence systématique.

L'activité Export progresse à nouveau très fortement, au point que les installations à l'international dépassent, sur le premier semestre 2011, celles de la France de près de 4%. A noter la contribution particulièrement significative du Danemark grâce à la poursuite du déploiement des supermarchés Føtex et aux premières installations des hypermarchés Bilka du groupe Dansk Supermarked. Il faut par ailleurs souligner la bonne performance de l'ensemble des marchés Export, en particulier de l'Italie qui bénéficie notamment de la signature d'un contrat de déploiement de 45 supermarchés du groupe Multicedi à installer sur 2011.

## II. LES RESULTATS CONSOLIDES

En K€ (normes françaises)	1 <sup>er</sup> semestre 2011	1 <sup>er</sup> semestre 2010	Variation
Chiffre d'affaires	28 244	20 930	+35%
Résultat d'exploitation	6 522	5 368	+22%
Marge d'exploitation (%)	23,1%	25,6%	
Résultat net	4 629	3 795	+22%
Marge nette (%)	16,4%	18,1%	

Les comptes de SES en normes françaises montrent une progression significative du résultat d'exploitation (+22% vs. 1<sup>er</sup> semestre 2010) et ce, malgré :

- Les tensions apparues au niveau des prix de revient (coût de la main d'œuvre en Chine, prix des matières premières - PVC, or, cuivre - et des composants électroniques)
- La pression sur les prix de vente dans le cadre de déploiements de grands contrats
- La poursuite des investissements stratégiques engagés sur l'action commerciale et le développement produit

Le résultat net après impôt atteint ainsi 16,4% du chiffre d'affaires et progresse de 22% par rapport à celui du 1<sup>er</sup> semestre 2010.

Store Electronic Systems est devenu un Groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2011 du fait de la création de sa filiale commerciale SES Asia Pacific et doit désormais présenter des comptes consolidés en normes IFRS.

Leur application n'est pas sans effet sur son résultat. Ainsi, pour n'en recenser que les plus significatifs :

- La participation des salariés est reclassée au niveau du Résultat opérationnel courant (ROC)
- Les écarts de change, comptabilisés en normes françaises au niveau du résultat financier, et les écarts de conversion impactent les charges d'exploitation concernées, bonifiant le ROC du 1<sup>er</sup> semestre 2010 de 322 K€, celui de 2011 de 73 K€
- L'application de la norme IAS 20 conduit à assimiler le crédit d'impôt recherche à une subvention d'investissement, bonifiant le ROC du 1<sup>er</sup> semestre 2010 de 150 K€ et celui de 2011 de 238 K€
- La mise en œuvre de la norme IAS 39 implique la valorisation des couvertures de change à leur « juste valeur », bonifiant le résultat financier du 1<sup>er</sup> semestre 2010 de 472 K€ et dégradant celui de 2011 de 92 K€

Le résultat du Groupe en normes IFRS est donc le suivant :

En K€ (normes IFRS)	1 <sup>er</sup> semestre 2011	1 <sup>er</sup> semestre 2010	Variation
Chiffre d'affaires	28 244	20 930	+35%
Résultat opérationnel courant	6 413	5 589	+15%
Résultat opérationnel courant (%)	22,7%	26,7%	
Résultat net	4 388	4 114	+7%
Marge nette (%)	15,5%	19,7%	

### III. LA STRUCTURE FINANCIERE

Store Electronic Systems ne présente aucun endettement et dispose d'une trésorerie nette qui atteint 36 991 K€ au 30 juin 2011, contre 36 183 K€ six mois plus tôt (+2%). Cette relative stabilisation du niveau de trésorerie résulte d'une capacité d'autofinancement élevée (5 421 K€ après impôts), largement mobilisée par l'augmentation du Besoin en Fonds de Roulement (2 063 K€, du fait de la hausse de l'activité) et par les opérations d'investissement (2 586 K€).

La Société dispose donc des moyens pour financer sa croissance future et accélérer le développement de ses produits, au besoin par l'acquisition de nouvelles technologies.

### IV. LES FACTEURS DE RISQUE

Store Electronic Systems est exposée à un certain nombre de risques et d'incertitudes dont la réalisation pourrait avoir un effet négatif sur son activité au cours du second semestre 2011. Cependant, aucun de ceux décrits dans le Rapport annuel 2010 ne semble devoir impacter significativement la fin de cet exercice.

Avec des prises de commandes en progression de 16% au premier semestre, le Groupe reste confiant quant au niveau d'activité du deuxième semestre 2011. Il faut cependant souligner que les déploiements chez Dansk Supermarked auront essentiellement impacté le chiffre d'affaires du premier semestre.

En France, la Société continuera d'accroître ses parts de marché afin de consolider son leadership. Elle poursuivra en particulier ses efforts de prospection dans les univers du bricolage et du jardinage, en s'appuyant notamment sur la nouvelle génération d'afficheurs graphiques.

A l'étranger, l'objectif demeure la conquête et le développement de nouveaux marchés. L'investissement dans la création d'une filiale en Amérique Latine traduit bien la volonté du Groupe à cet égard ; SES aura ainsi établi une présence directe sur trois continents, en complément de son réseau de partenaires privilégiés.



## RAPPORT FINANCIER

SES est une société à Conseil d'administration cotée sur Eurolist d'Euronext Paris (Compartiment C, code ISIN FR 0010282822).

La situation comptable intermédiaire consolidée du groupe SES (ci-après « le Groupe »), arrêtée au 30 juin 2011, qui recouvre une période de 6 mois, étant précisé que le total du bilan est de 97 880 K€ et que le résultat net consolidé s'élève à 4 388 K€, a été arrêtée par le Conseil d'administration en date du 31 août 2011.

## I. TRANSITION AUX NORMES IFRS

### 1) Contexte de la publication

#### a) Généralités

Jusqu'au 31 décembre 2010, la société SES, cotée sur Eurolist d'Euronext Paris (Compartiment C, code ISIN FR 0010282822), ne détenait aucune participation financière. Le 3 janvier 2011, la société SES a constitué une filiale, Store Electronic Systems Asia Pacific, qu'elle détient à 100%.

Compte tenu de l'existence de cette Société, le Groupe est désormais tenu d'établir des comptes consolidés en normes IFRS.

Les comptes semestriels au 30 juin 2011 sont donc les premiers comptes IFRS publiés par le Groupe avec en comparatif les comptes de l'exercice 2010 établis selon le même référentiel.

#### b) Modalités d'application de la norme IFRS 1

En application du règlement européen n°1606 / 2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales (IFRS), et conformément à la norme IFRS 1 « première application des normes IFRS », les comptes consolidés du groupe SES sont présentés avec un comparatif au titre de la période arrêtée le 30 juin 2010 établi selon le même référentiel.

Le règlement européen comprend les normes « IFRS » approuvées par l'International Accounting Standard Board (IASB), les normes comptables internationales « IAS » et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretation Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standard Interpretation Committee (SIC).

Dans le cadre de la publication des états financiers comparatifs pour l'exercice 2010, le Groupe a préparé des informations financières 2010 sur la transition aux normes IAS / IFRS présentant l'impact chiffré du passage aux IFRS sur :

- Les capitaux propres à la date de transition, soit le 1er janvier 2010
- La situation financière au 31 décembre 2010 et la performance de l'exercice 2010

Ces informations financières 2010 ont été préparées conformément aux normes IAS / IFRS applicables au 30 juin 2011.

## 2) Principaux impacts de l'adoption des normes IAS /IFRS

La norme IFRS 1 prévoit l'application rétrospective des nouvelles normes au bilan d'ouverture comme principe général de retraitement. Les exceptions à ce principe général prévues par la norme de première application n'ont pas d'impact sur les états financiers consolidés du groupe SES.

Par ailleurs, certaines normes du référentiel comptable de l'IASB prévoient des options en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et des passifs ; le groupe SES a ainsi choisi :

- De conserver la méthode de comptabilisation des stocks (CUMP)
- De conserver la méthode d'évaluation au coût historique amorti des immobilisations corporelles et incorporelles et n'a pas choisi de réévaluer ses immobilisations corporelles et incorporelles à chaque date de clôture

### a) Impacts en termes d'évaluation

#### - Provision pour retraites et avantages similaires (IAS 19)

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite selon la norme IAS 19 « avantages du personnel » sont similaires à celles applicables en normes françaises dès le 1er janvier 2004 suite à la recommandation 2003-R 01 du Conseil national de la comptabilité. Etant donné que la moyenne d'âge de l'effectif du Groupe est peu élevée et que l'ancienneté des salariés est en moyenne de cinq ans, le montant de l'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite n'est pas significatif et n'est pas comptabilisé dans les comptes sociaux des sociétés du groupe SES.

L'effet de la comptabilisation des engagements de retraite impacte les capitaux propres à la date de transition aux normes IFRS d'un montant net de 41 K€.

#### - Actions propres (IAS 32)

Selon IAS 32 « instruments financiers », si une entité rachète ses propres instruments de capitaux propres, ceux-ci doivent être déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte ne doit être comptabilisé dans le résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres de l'entité.

De telles actions propres peuvent être acquises et détenues par l'entité ou par d'autres membres du Groupe consolidé. La contrepartie versée ou reçue doit être comptabilisée directement en capitaux propres.

Au 1er janvier 2010, la Société détient un total de 6 177 titres d'autocontrôle dans le cadre du contrat de liquidité ouvert au cours de l'exercice 2009. Les actions propres ont été retraitées en moins des capitaux propres par application d'IAS 32 pour 70 K€.

#### - **Instrument financiers (IAS 39)**

Tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur selon la norme IAS 39. La juste valeur est fournie par les établissements financiers.

Les instruments financiers dérivés consistent en des contrats de change à terme.

La juste valeur des instruments dérivés est constatée au bilan sur la ligne « autres débiteurs courants ».

Au 1er janvier 2010, la comptabilisation des contrats de change à terme diminue les capitaux propres de 181 K€.

#### - **Crédit d'impôt recherche (IAS 20)**

Le crédit d'impôt recherche est une incitation fiscale assimilable à une subvention. Il rentre en ce sens dans le champ d'application de la norme IAS 20. Selon cette norme, les subventions doivent être comptabilisées en résultat sur une base symétrique sur les périodes au titre desquelles l'entité comptabilise en charges les coûts liés que les subventions sont censées compenser.

En conséquence,

- La part du crédit d'impôt recherche liée à des charges immobilisées est présentée dans l'état de la situation financière en produits différés qui sont comptabilisés en résultat net sur une base systématique sur la durée d'utilité de l'actif
- La part du crédit d'impôt recherche liée au résultat est présentée dans le poste « autres produits et charges de l'exploitation »

Le Groupe immobilise ses frais de développement selon la norme IAS 38.

Il convient de procéder à une allocation du crédit d'impôt recherche selon que les dépenses de recherche sont comptabilisées à l'actif (inscription en immobilisations incorporelles selon IAS 38) ou comptabilisées en résultat.

Le crédit d'impôt doit donc être différé dans le temps sur la durée d'amortissement des frais de recherche et développement qui ont généré ce crédit d'impôt.

L'application de la norme IAS 20 a conduit le Groupe à effectuer les retraitements adéquats. Les retraitements du bilan d'ouverture au 1er janvier 2010 entraînent une baisse des capitaux propres de 856 K€ et une hausse des autres passifs non courants de 856 K€.

#### **b) Impacts en termes de présentation**

La présentation des états financiers consolidés du groupe SES est également affectée par le passage aux normes IFRS, en particulier par l'application de la norme IAS 1 « présentation des états financiers ».

## - Bilan

### o Eléments courants et éléments non courants

La norme IAS 1 impose de présenter le bilan en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci seront donc classés en éléments courants et non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

Les principaux reclassements concernent :

- Les dépôts de garantie versés présentés en actifs financiers
- Les provisions pour risques et charges considérées comme non courantes au regard de la nature des litiges provisionnés
- Les produits constatés d'avance liés au retraitement du crédit d'impôt recherche, considérés comme des autres passifs non courants

### o Créances et dettes d'exploitation

Lorsqu'il existe des liens entre plusieurs actifs et plusieurs passifs, il est procédé à une compensation avec le poste principal de bilan auquel ils se rattachent. Il en est ainsi des créances de natures sociales et fiscales qui ont été retraitées en moins du poste passif correspondant (« autres dettes et comptes de régularisation »).

### o Impôts différés non courants

Les seuls impacts sur le bilan d'ouverture IFRS au 1er janvier 2010 relatif aux impôts différés actifs (259 K€) sont liés aux différences temporaires.

## - Compte de résultat

La norme IFRS 1 offre par ailleurs la possibilité d'organiser librement la structure du compte de résultat entre les ventes et le résultat financier, de présenter par nature ou par fonction les différents résultats.

Le résultat opérationnel correspond au résultat net avant prise en compte :

- Du résultat financier
- Des impôts courants et différés

### o Principe général de présentation des comptes

Le Groupe a choisi de présenter le compte de résultat par nature.

Les notions de résultat d'exploitation et de résultat exceptionnel ne sont pas reprises par les normes IFRS.

Afin d'améliorer la transparence nécessaire à l'appréciation de son activité et en conformité avec les recommandations du Conseil national de la comptabilité et l'Autorité des marchés financiers, le Groupe isole les éléments non récurrents significatifs au sein de son résultat opérationnel dans le poste « autres produits et charges opérationnels ».

○ **Production immobilisée**

Les produits comptabilisés au titre des frais de développement activés en immobilisations ont été reclassés dans le poste auquel ils se rapportent, à savoir en « charges de personnel ».

○ **Achats non stockés de fournitures**

Les achats non stockés de fournitures, considérés comme des frais accessoires d'achat, initialement enregistrés dans le poste « charges externes », ont été retraités au niveau du compte de résultat dans le poste « achats consommés ».

○ **Ecart de change**

Les différences de change proviennent du règlement des dettes fournisseurs libellées en devises. Les écarts de change, comptabilisés initialement en résultat financier, ont ainsi été retraités au niveau des achats consommés.

c) **Tableaux de rapprochement**

- **Tableau de rapprochement des capitaux propres au 1er janvier 2010**

K€	Normes IFRS	Montants bruts	Impôts différés	Montants nets
<b>Capitaux propres en normes françaises au 31/12/2009</b>				<b>74 254</b>
Avantages du personnel : enregistrement des provisions pour indemnités de départ en retraite	IAS 19	-62	21	-41
Actions propres : annulation des actions propres	IAS 32	-70		-70
Crédit impôt recherche : reclassement en subvention	IAS 20	-856		-856
Impôts différés	IAS 12		259	259
Instruments financiers (IAS 39)	IAS 39	271	90	181
<b>Capitaux propres en normes IFRS au 01/01/2010</b>				<b>73 727</b>

- Tableau de rapprochement du bilan et du compte de résultat au 30 juin 2010

**BILAN**

**Actif 30/06/2010**

K€	En normes françaises	Reclas-sements	Autres retraitements	IAS 19	IAS 20	IAS 39	IFRS2	En normes IFRS
Immobilisations incorporelles	27 303							27 303
Immobilisations corporelles	1 160							1 160
Actifs financiers	189							189
Impôts différés actifs			208	27				235
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>28 652</b>	<b>0</b>	<b>208</b>	<b>27</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>28 887</b>
Stocks et en-cours	13 855							13 854
Créances clients	13 583							13 583
Autres débiteurs courants	2 444	-255	-46			743		2 885
Trésorerie & équivalents de trésorerie	27 856	-29				-31		27 796
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>57 738</b>	<b>-284</b>	<b>-46</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>712</b>	<b>0</b>	<b>58 118</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>86 390</b>	<b>-284</b>	<b>162</b>	<b>27</b>	<b>0</b>	<b>712</b>	<b>0</b>	<b>87 005</b>

**Passif 30/06/2010**

K€	En normes françaises	Reclas-sements	Autres retraitements	IAS 19	IAS 20	IAS 39	IFRS2	En normes IFRS
Capital	21 930							21 930
Autres instruments de cap. propres	333						20	353
Réserves consolidées	52 062		260	-41	-856	150		51 575
Résultat - part groupe	3 794		28	-14	14	314	-20	4 114
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>78 119</b>	<b>0</b>	<b>288</b>	<b>-55</b>	<b>-842</b>	<b>464</b>	<b>0</b>	<b>77 972</b>
Impôts différés passifs						248		248
Provisions non courantes	104		-46					58
Autres passifs non courants					842			842
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>104</b>	<b>0</b>	<b>-46</b>	<b>0</b>	<b>842</b>	<b>248</b>	<b>0</b>	<b>1 148</b>
Emprunts courants	29	-29						0
Fournisseurs	4 491	-75						4 416
Autres dettes et comptes de régul.	3 647	-180	-80	82				3 469
<b>PASSIFS COURANTS</b>	<b>8 167</b>	<b>-284</b>	<b>-80</b>	<b>82</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 885</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>86 390</b>	<b>-284</b>	<b>162</b>	<b>27</b>	<b>0</b>	<b>712</b>	<b>0</b>	<b>87 005</b>

COMPTE DE RESULTAT 30/06/2010

K€	En normes françaises	Reclas-sements	Autres retraite-ments	IAS 19	IAS 20	IAS 39	IFRS2	Normes IFRS
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>20 930</b>							<b>20 930</b>
Achats consommés	-7 523	-133	322					-7 334
Charges externes	-2 584	133						-2 451
Charges de personnel	-3 679	305		-20			-20	-3 414
Impôts et taxes	-282							-283
Dotations aux amortissements	-765							-765
Dotations nettes aux provisions	-177	276						99
Variation des stocks de produits en cours et produits finis	-1 369							-1 369
Autres produits et charges de l'exploitation	607	-581			150			176
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>5 158</b>	<b>0</b>	<b>322</b>	<b>-20</b>	<b>150</b>	<b>0</b>	<b>-20</b>	<b>5 589</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	237							237
Autres produits et charges financiers	234		-243			472		461
Charge d'impôt	-1 835		-51	6	-136	-158		-2 173
<b>RESULTAT NET</b>	<b>3 794</b>	<b>0</b>	<b>28</b>	<b>-14</b>	<b>14</b>	<b>314</b>	<b>-20</b>	<b>4 114</b>

- Tableau de rapprochement du bilan et du compte de résultat au 31 décembre 2010

**BILAN**

**Actif 31/12/2010**

K€	En normes françaises	Reclassements	Autres retraitements	IAS 19	IAS 20	IAS 39	IFRS2	En normes IFRS
Immobilisations incorporelles	27 538							27 538
Immobilisations corporelles	1 076							1 076
Actifs financiers	208							208
Impôts différés actifs			209	21				230
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>28 822</b>	<b>0</b>	<b>209</b>	<b>21</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29 052</b>
Stocks et en-cours	12 851							12 851
Créances clients	11 113							11 113
Autres débiteurs courants	2 428	-439	-22					1 967
Trésorerie & équivalents de trésorerie	36 196	-5				-8		36 183
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>62 588</b>	<b>-444</b>	<b>-22</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-8</b>	<b>0</b>	<b>62 114</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>91 410</b>	<b>-444</b>	<b>187</b>	<b>21</b>	<b>0</b>	<b>-8</b>	<b>0</b>	<b>91 166</b>

**Passif 31/12/2010**

K€	En normes françaises	Reclassements	Autres retraitements	IAS 19	IAS 20	IAS 39	IFRS2	En normes IFRS
Capital	21 972							21 972
Autres instruments de cap. propres	333						40	373
Réserves consolidées	52 086		260	41	-856	173		51 622
Résultat - part groupe	8 310		-46		-88	-181	-40	7 955
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>82 701</b>	<b>0</b>	<b>214</b>	<b>41</b>	<b>-944</b>	<b>-8</b>	<b>0</b>	<b>81 922</b>
Provisions non courantes	203	-22						181
Autres passifs non courants					944			944
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>203</b>	<b>-22</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>944</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 125</b>
Emprunts courants	5	-5						0
Fournisseurs	4 664	-26						4 641
Autres dettes et comptes de régul.	3 837	-417	-5	62				3 478
<b>PASSIFS COURANTS</b>	<b>8 506</b>	<b>-448</b>	<b>-5</b>	<b>62</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 119</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>91 410</b>	<b>-470</b>	<b>209</b>	<b>21</b>	<b>0</b>	<b>-8</b>	<b>0</b>	<b>91 166</b>

COMPTE DE RESULTAT 31/12/2010

K€	En normes françaises	Reclas-sements	Autres retraite-ments	IAS 20	IAS 39	IFRS2	Normes IFRS
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>44 408</b>						<b>44 408</b>
Achats consommés	-17 924	-286	704				-17 506
Charges externes	-5 887	286					-5 601
Charges de personnel	-7 329	635				-40	-6 734
Impôts et taxes	-550						-550
Dotations aux amortissements	-1 536						-1 535
Dotations nettes aux provisions	-287						-287
Variation des stocks de produits en cours et produits finis	-567						-567
Autres produits et charges de l'exploitation	727	-635		386			478
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>11 055</b>	<b>0</b>	<b>704</b>	<b>386</b>	<b>0</b>	<b>-40</b>	<b>12 106</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	241						241
Autres produits et charges financiers	735		-699		-271		-235
Charge d'impôt	-3 723		-50	-474	90		-4 157
<b>RESULTAT NET</b>	<b>8 308</b>	<b>0</b>	<b>-45</b>	<b>-88</b>	<b>-181</b>	<b>-40</b>	<b>7 955</b>

## II. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS

### 1) Bilan consolidé

#### Actif

K€	Notes	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
		<i>6 mois</i>	<i>12 mois</i>	<i>6 mois</i>
Immobilisations incorporelles	1	29 093	27 538	27 303
Immobilisations corporelles	2	1 082	1 076	1 160
Actifs financiers	3	207	208	189
Impôts différés actif		276	230	235
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>30 658</b>	<b>29 052</b>	<b>28 887</b>
Stocks et en-cours	4	13 967	12 851	13 854
Créances clients	5	16 199	11 113	13 583
Autres débiteurs courants	6	815	1 967	2 885
Trésorerie & équivalents de trésorerie	7	36 991	36 183	27 796
<b>ACTIFS COURANTS</b>		<b>67 972</b>	<b>62 114</b>	<b>58 118</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>98 630</b>	<b>91 166</b>	<b>87 005</b>

#### Passif

K€	Notes	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
		<i>6 mois</i>	<i>12 mois</i>	<i>6 mois</i>
Capital	8	22 008	21 972	21 930
Autres instruments de capitaux propres	9	348	373	353
Réserves consolidées	10	59 617	51 622	51 575
Résultat - part groupe		4 388	7 955	4 114
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>86 361</b>	<b>81 922</b>	<b>77 972</b>
Impôts différés passif				248
Provisions non courantes	11	159	181	58
Autres passifs non courants	12	1 161	944	842
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>1 320</b>	<b>1 125</b>	<b>1 148</b>
Fournisseurs	13	7 379	4 641	4 416
Autres dettes et comptes de régul.	14	3 570	3 478	3 469
<b>PASSIFS COURANTS</b>		<b>10 949</b>	<b>8 119</b>	<b>7 885</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>98 630</b>	<b>91 166</b>	<b>87 005</b>

## 2) Compte de résultat consolidé

K€	Notes	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
		<i>6 mois</i>	<i>12 mois</i>	<i>6 mois</i>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>15</b>	<b>28 244</b>	<b>44 408</b>	<b>20 930</b>
Achats consommés		-14 094	-17 506	-7 334
Charges externes	<b>16</b>	-3 373	-5 601	-2 451
Charges de personnel	<b>17</b>	-4 040	-6 734	-3 414
Impôts et taxes		-321	-550	-283
Dotations aux amortissements		-855	-1 535	-765
Dotations nettes aux provisions	<b>18</b>	-231	-287	99
Variation des stocks de produits en cours et produits finis		898	-567	-1 369
Autres produits et charges de l'exploitation		185	478	176
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>6 413</b>	<b>12 106</b>	<b>5 589</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		420	241	237
Autres produits et charges financiers	<b>19</b>	-98	-235	461
Charge d'impôt		-2 347	-4 157	-2 173
<b>RESULTAT NET</b>		<b>4 388</b>	<b>7 955</b>	<b>4 114</b>

### 3) Tableau de variation des capitaux propres consolidés

#### Capitaux propres au 30 juin 2010

K€	Capital	Autres instruments de capitaux propres	Réserves	Résultat	Total
<b>Capitaux propres au 31/12/2009 (normes fr.)</b>	21 865	333	39 619	12 437	74 254
Passage aux IFRS			-360	-167	-527
<b>Capitaux propres au 31/12/2009 (normes IFRS)</b>	21 865	333	39 259	12 270	73 727
Opération sur capital	65	20	5		90
Autres variations			41		41
Résultat 2009			12 270	-12 270	0
Résultat 1er semestre 2010				4 114	4 114
<b>Capitaux propres au 30/06/2010</b>	21 930	353	51 575	4 114	77 972

#### Capitaux propres au 30 juin 2011

K€	Capital	Autres instruments de capitaux propres	Réserves	Résultat	Total
<b>Capitaux propres au 31/12/2009 (normes IFRS)</b>	21 865	333	39 259	12 270	73 727
Opération sur capital	107	40	29		176
Autres variations			64		64
Résultat 2009			12 270	-12 270	0
Résultat 2010				7 955	7 955
<b>Capitaux propres au 31/12/2010 (normes IFRS)</b>	21 972	373	51 622	7 955	81 922
Opération sur capital	36	15	21		72
Autres variations		-40	19		-21
Résultat 2010			7 955	-7 955	0
Résultat 1er semestre 2011				4 388	4 388
<b>Capitaux propres au 30/06/2011</b>	22 008	348	59 617	4 388	86 361

#### 4) Tableau consolidé des flux de trésorerie

K€		30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
<b>+ Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)</b>		4 388	7 955	4 114
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)		980	1 885	832
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		15	40	40
-/+ Autres produits et charges calculés		84	-154	-254
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>5 467</b>	<b>9 726</b>	<b>4 732</b>
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)		2 191	3 723	1 835
<b>= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>(A)</b>	<b>7 658</b>	<b>13 449</b>	<b>6 567</b>
- Impôts versés	(B)	-2 237	-3 723	-1 835
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)	(C)	-2 063	6 935	-2 627
<b>= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE</b>	<b>(D) = (A+B+C)</b>	<b>3 358</b>	<b>16 661</b>	<b>7 359</b>
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-2 588	-1 891	-787
+ Subventions d'investissement recues		0	88	-14
<b>= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(E)</b>	<b>-2 586</b>	<b>-1 803</b>	<b>-801</b>
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		57	136	71
-/+ Rachats et reventes d'actions propres		-21	62	39
<b>= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(F)</b>	<b>36</b>	<b>198</b>	<b>110</b>
<b>= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>(D+E+F)</b>	<b>808</b>	<b>15 056</b>	<b>6 668</b>

### III. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS

#### 1) Règles et méthodes comptables

##### a) Base de préparation des états financiers consolidés

###### - Nouveauté 2011

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du groupe SES au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 sont établis selon les normes internationales d'informations financières (les "IFRS") applicables à cette date et telles qu'approuvées par l'Union européenne, à la date d'arrêté de ces états financiers.

Les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2011 ont été préparés pour la première fois conformément à la norme IAS 34 « information financière semestrielle ».

En tant que premier adoptant des normes IFRS, les règles spécifiques d'IFRS 1 relatives à la première application des IFRS ont été appliquées pour l'élaboration du bilan d'ouverture au 1er janvier 2010, point de départ des états financiers comparatifs établis conformément aux IFRS. L'information 2010, y compris au 1<sup>er</sup> janvier 2010, donnée à titre comparatif, est établie conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 et suivant les normes applicables pour l'établissement des comptes consolidés au 30 juin 2011.

Les options retenues pour la première application des IFRS, ainsi que la nature et l'incidence des changements de principes et méthodes comptables sur le bilan, le résultat et les capitaux propres établis selon le référentiel comptable français, sont exposées au chapitre « *I. Transition aux normes IFRS* ».

Par ailleurs, la Société n'a pas appliqué de façon anticipée les dernières normes et interprétations publiées dont l'application ne sera obligatoire qu'au titre des exercices ouverts postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2011. Il s'agit des normes et interprétations suivantes :

- IFRS 9, « instruments financiers », obligatoire à partir du 1er Janvier 2013, non encore adoptée par l'Union européenne
- Amendement IFRS 7, « informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers », obligatoire à partir du 1er juillet 2011, non encore adoptée par l'Union européenne
- Amendement IAS 12, « impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents », obligatoire à partir du 1er janvier 2012, non encore adoptée par l'Union européenne,
- IFRS 13, « évaluation à la juste valeur », obligatoire à partir du 1er janvier 2013, non encore adoptée par l'Union européenne
- IFRS 10, « états financiers consolidés », obligatoire à partir du 1er janvier 2013, non encore adoptée par l'Union européenne
- IFRS 11, « partenariats », obligatoire à partir du 1er janvier 2013, non encore adoptée par l'Union européenne
- IFRS 12, « informations à fournir sur les participations dans d'autres entités », obligatoire à partir du 1er janvier 2013, non encore adoptée par l'Union européenne

- IAS 27R, « états financiers individuels » obligatoire à partir du 1er janvier 2013, non encore adoptée par l'Union européenne
- IAS 28R, « participations dans des entreprises associées et des co-entreprises », obligatoire à partir du 1er janvier 2013, non encore adoptée par l'Union européenne

#### - Comptes consolidés – Base de préparation

Les états financiers consolidés sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€000) sauf indication contraire. Ils sont établis selon le principe du coût historique à l'exception d'un certain nombre de comptes d'actif et passif qui ont été évalués à la juste valeur, et notamment les instruments financiers dérivés.

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la société SES et de sa filiale SES Asia Pacific au 31 décembre de chaque année. Les états financiers de la filiale sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes. Les deux sociétés arrêtent leurs comptes semestriels au 30 juin.

Tous les soldes intragroupes, transactions intragroupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Les comptes sociaux de chacune des sociétés du Groupe sont établis en accord avec les principes comptables et les réglementations en vigueur dans leurs pays respectifs. Ils font l'objet de retraitements pour se conformer aux principes de consolidation en vigueur dans le Groupe.

#### - Principes généraux

Le Groupe a appliqué de façon rétrospective dans son bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2010 les principes comptables en vigueur à la clôture des premiers états financiers IFRS (31 décembre 2010), comme si ces normes avaient toujours été appliquées.

La norme IFRS 1 prévoit une application rétrospective des normes, à l'exception de certaines dispositions obligatoires et optionnelles limitatives.

Dans ce cadre, le Groupe a appliqué les normes suivantes :

- IAS 38 « immobilisations incorporelles »
- IAS 20 « comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique »
- IAS 27 révisée « états financiers consolidés et individuels »
- Amendements IFRS 2 « transactions intragroupes dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie »
- Amendements IAS 39 « éléments éligibles à une opération de couverture »
- IAS 24 révisée « information relative aux parties liées »
- Amélioration des IFRS (mai 2010)
- IAS 19 « avantages du personnel »

Les autres normes n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

## b) Immobilisations incorporelles (IAS 38)

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- Des frais de développement
- Des brevets
- Des logiciels
- Un goodwill

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, et sont amorties. Le Groupe a choisi de ne pas retenir l'option consistant à réévaluer les immobilisations incorporelles.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée des immobilisations.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée est traité comme un changement d'estimation appliqué de manière prospective conformément à la norme IAS 8 « méthodes comptables, changements d'estimations et erreurs » et donne lieu à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, sur les durées d'utilisation suivantes :

	Durée d'amortissement
Frais de développement	3 à 5 ans
Brevets	10 ans
Logiciels	2 à 5 ans

Conformément à la norme IAS 36, les immobilisations font l'objet de tests de dépréciation s'il apparaît des indices internes ou externes de dépréciation.

L'existence d'indices est appréciée à chaque arrêté annuel et intermédiaire.

Le test de dépréciation aboutit à calculer la valeur recouvrable du bien, calculée comme le montant le plus élevé entre la valeur vénale nette et la valeur d'utilité actualisée avec un taux avant impôt.

Une dépréciation est comptabilisée en cas de perte de valeur.

Les pertes de valeur peuvent être reprises lorsque les conditions ont changé.

Les pertes de valeur modifient de manière prospective le plan d'amortissement puisqu'elles s'imputent sur la base amortissable.

Aucune valeur résiduelle n'est retenue pour la détermination de la base amortissable.

### *Frais de développement*

Les frais de recherche et développement autofinancés sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus, à l'exception des frais de développement des projets répondant aux critères suivants :

- Le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts sont individualisés de façon fiable
- La faisabilité technique du produit est démontrée
- Le produit ou procédé sera commercialisé ou utilisé en interne
- Il existe un marché potentiel pour le produit ou son utilité en interne est démontrée
- Les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement capitalisés sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Les frais de développement engagés par les équipes de recherche de la société SES avaient été activés en normes françaises. Ils ne sont pas impactés par le passage aux normes internationales.

### *Brevets*

Concernant l'évaluation des brevets, en l'absence de marché actif, le Groupe a retenu la méthode du coût d'acquisition.

### *Goodwill*

Le goodwill correspond à la valeur attribuée au fonds de commerce lors de l'opération de fusion réalisée en date du 16 mai 2007 entre SES et SES-ESL. La valeur actuelle est revue, d'une part, selon la méthode des Discounting Cash Flows, basée sur les perspectives futures de résultat, d'autre part, sur la base de la moyenne des 20 derniers cours de bourse de l'action SES.

#### **c) Immobilisations corporelles (IAS 16)**

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, sur les durées d'utilisation suivantes :

	<b>Durée d'amortissement</b>
Outillage	3 à 5 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Mobilier, matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

Aucune valeur résiduelle n'est retenue pour la détermination de la base amortissable.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée est traité comme un changement d'estimation appliqué de manière prospective conformément à la norme IAS 8 « méthodes comptables, changements d'estimations et erreurs » et donne lieu à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lors d'évènements ou changements dont les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. S'il existe un quelconque indice de cette nature et si les valeurs comptables excèdent la valeur recouvrable estimée, les actifs sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de frais de cession et la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps, de l'argent et les risques spécifiques à l'actif.

Une immobilisation corporelle est dé-comptabilisée lors de sa sortie ou quand aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie.

#### **d) Contrats de location (IAS 17)**

L'application de la norme IAS 17 relative aux contrats de location n'amène aucun retraitement pour les contrats dont le Groupe est le preneur.

Les loyers payés dans le cadre de ces contrats, qualifiés de location simple, constituent des charges de l'exercice.

#### **e) Actifs financiers (IAS 39)**

Les actifs financiers non courants comprennent les dépôts et cautionnements ainsi que les prêts.

Ils sont comptabilisés à leur valeur nominale et font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur probable de recouvrement.

#### **f) Stocks (IAS 2)**

Les stocks sont évalués, conformément à IAS 2, au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

La valorisation des produits finis se compose des éléments suivants :

- Le prix de revient des composants valorisés au coût moyen unitaire pondéré
- Le coût de prestation d'assemblage par le sous-traitant
- Les frais annexes constitués essentiellement des frais de stockage des composants
- Les frais de transit des étiquettes

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Dès lors que la valeur nette de réalisation est inférieure à la valeur du stock, une provision pour dépréciation est constatée.

#### **g) Créances et autres actifs courants**

Les créances et autres actifs courants sont comptabilisés initialement pour leur montant brut, déduction faite des provisions pour dépréciation des montants non recouvrables.

La dépréciation des créances et des autres actifs courants est basée sur une analyse individuelle des risques de non recouvrement.

#### **h) Instrument financiers (IAS 39)**

Tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur, selon la norme IAS 39. La juste valeur est une valeur fournie par les établissements financiers.

Les instruments financiers dérivés consistent en des contrats de change à terme.

La juste valeur des instruments dérivés est constatée au bilan sur la ligne « autres débiteurs courants », en contrepartie du poste « autres produits et charges financiers ».

#### **i) Trésorerie et équivalent de trésorerie**

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie comprend :

- Les placements financiers, très liquides et présentant un risque de variation de valeur très limité. Ils sont évalués à la juste valeur, par contrepartie du résultat.
- Les comptes bancaires créditeurs (les découverts bancaires figurent au passif du bilan)
- Les comptes de caisse

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées au cours de clôture.

#### **j) Actions propres (IAS 32)**

Selon IAS 32 « instruments financiers », si une entité rachète ses propres instruments de capitaux propres, ceux-ci doivent être déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte ne doit être comptabilisé dans le résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres de l'entité.

De telles actions propres peuvent être acquises et détenues par l'entité ou par d'autres membres du Groupe consolidé. La contrepartie versée ou reçue doit être comptabilisée directement en capitaux propres.

Au 30 juin 2011, le Groupe détient un total de 2 624 titres d'autocontrôle, relatifs au contrat de liquidité ouvert au cours de l'exercice 2011. Les actions propres ont été retraitées en moins des capitaux propres par application d'IAS 32.

#### **k) Provisions (IAS 37)**

Conformément à la norme IAS 37 « provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », le Groupe comptabilise une provision lorsque, à la date de clôture de l'exercice, il a une obligation (juridique ou implicite) vis-à-vis d'un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable que le règlement se traduise pour le Groupe par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques, et lorsque le montant de la perte ou du passif peut être évalué avec fiabilité.

Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existait à la date de clôture, pourraient occasionner.

#### **l) Plans d'option de souscription d'actions (IFRS 2)**

Selon les principes comptables français, aucune charge n'est constatée lors de l'attribution de bons de souscription d'actions. Au contraire, la norme IFRS 2 « paiement fondé sur des actions » prévoit l'enregistrement d'une charge en contrepartie des services obtenus dans le cadre des plans de souscription d'actions (et assimilés) accordés aux salariés.

Le Groupe a mis en place des plans d'option de souscription ou d'achat d'actions et a procédé à l'émission de bons de souscription au profit de certains salariés.

Les prix d'option d'achat ou de souscription sont fixés par le Conseil d'administration qui consent les options.

Les évolutions de valeurs postérieures aux dates d'octroi sont sans incidence sur l'évaluation initiale des options, le nombre d'options pris en compte pour valoriser les plans est ajusté à chaque clôture pour tenir compte de la présence des bénéficiaires aux fins de périodes d'indisponibilité des droits.

L'avantage valorisé équivaut à une rémunération des bénéficiaires qui est donc comptabilisée en charges de personnel, de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

#### **m) Avantages au personnel (IAS 19)**

##### *Indemnités de fin de carrière*

La provision constituée au titre des avantages au personnel concerne exclusivement les indemnités de départ à la retraite qui sont légalement dues aux salariés en France.

Le calcul se fait conformément à la norme IAS 19, selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de services en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de services ultérieurs.

Le montant des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés est évalué sur la base d'hypothèse d'évolution des salaires, d'âge de départ à la retraite, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêts des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

La charge de l'exercice correspondant à la variation du coût des services rendus est constatée en charge de personnel, le coût de l'actualisation est comptabilisé en charge financière.

Les principales hypothèses retenues dans le calcul des engagements de retraite sont les suivants :

- Age de départ : 67 ans
- Taux de contribution charges patronales : 46%
- Taux d'inflation : 0,5%
- Taux de rendement : 3,5%
- Table de mortalité considérée : INSEE 2009
- Convention collective : Métallurgie

De plus, les gains et pertes actuariels, découlant d'ajustements liés à l'expérience et de la modification des hypothèses actuarielles, sont comptabilisés en résultat de l'exercice.

#### ***Droit individuel de formation***

Les dépenses engagées au titre du DIF « droit individuel de formation » constituent une charge de la période et ne donnent donc lieu à aucun provisionnement mais mention est faite dans l'annexe du volume d'heures à la clôture de l'exercice de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes des salariés.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Cet avantage n'a pas été estimé du fait de l'âge moyen du personnel salarié.

#### **n) Impôts différés (IAS 12)**

Les impôts différés résultent des différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Conformément à IAS 12 « impôts sur le résultat », ils sont comptabilisés selon la méthode du report variable, sur la base des taux d'imposition futurs adoptés en fin d'exercice. Le taux actuellement utilisé est le taux de droit commun de 33,33%.

#### **o) Crédit d'impôt recherche (IAS 20)**

Le crédit d'impôt recherche est une incitation fiscale assimilable à une subvention. Il rentre donc dans le champ d'application de la norme IAS 20.

Selon cette norme, il convient de procéder à une allocation du crédit d'impôt recherche selon que les dépenses de recherche sont comptabilisées à l'actif (inscription en immobilisations incorporelles selon IAS 38) ou comptabilisées en résultat.

Le Groupe immobilise ses frais de développement selon la norme IAS 38.

Le crédit d'impôt doit donc être différé dans le temps sur la durée d'amortissement des frais de recherche et développement qui ont généré ce crédit d'impôt.

#### **p) Conversion des éléments en devises**

Les comptes consolidés au 30 juin 2011 ont été établis en euro, monnaie fonctionnelle de la société mère.

Chaque entité du Groupe détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont mesurés en utilisant cette monnaie fonctionnelle.

#### *Comptabilisation des opérations en devises dans les comptes des sociétés consolidées*

Les transactions en devises constatées dans le compte de résultat sont converties au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les éléments monétaires exprimés en devises, comptabilisés au bilan, sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui en résultent sont enregistrées au compte de résultat.

#### *Conversion des comptes des filiales étrangères*

Les états financiers des sociétés du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la société mère sont convertis en euros :

- Les actifs et passifs sont convertis en euros, au taux de change en vigueur à la date de clôture
- Les produits et charges sont convertis au taux de change moyen de la période tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives des cours
- Les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres

#### **q) Résultat par action**

Le Groupe présente un résultat de base par action et un résultat par action dilué.

Le résultat net par action est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le résultat net dilué par action est calculé en retenant la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture.

#### **r) Chiffre d'affaires (IAS 18)**

Le chiffre d'affaires est reconnu et présenté conformément à la norme IAS 18 « produits des activités ordinaires ».

Le fait générateur du chiffre d'affaires varie selon la nature de la vente :

- Lorsque le Groupe est en charge de l'installation des systèmes d'étiquettes, la reconnaissance du revenu s'effectue dès lors que le système devient opérationnel (pose de l'antenne). A la clôture des comptes, les installations facturées mais non terminées donnent lieu à la constatation d'un produit constaté d'avance. Les travaux réalisés sont alors valorisés (prix de revient des matériels et coût du temps passé) et sont comptabilisés en cours de production.
- Lorsque le Groupe ne livre que les étiquettes, la reconnaissance du revenu s'effectue lors de la prise en charge de la marchandise par le transporteur ou le transitaire (cas des ventes FOB)

Par ailleurs, la formation est facturée séparément, lors de la réalisation de la prestation.

Enfin, les contrats de maintenance sont facturés par avance pour des périodes de quatre à six mois. Des produits constatés d'avance sont comptabilisés pour annuler le chiffre d'affaires lié à l'exercice suivant au *prorata temporis*.

#### **s) Transactions avec les parties liées (IAS 24)**

Les transactions avec les parties liées listées ne présentent pas une importance significative.

Une transaction est significative si son omission ou son inexactitude est susceptible d'influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs se fondant sur les comptes.

Le caractère significatif doit s'apprécier en fonction du montant de la transaction et/ou de la nature de la transaction.

#### **t) Informations sectorielles**

Le Groupe a identifié deux niveaux d'information sectorielle correspondant à la ventilation de l'activité entre :

- La France et l'export, d'une part
- Les installations, le réassort/swap et la maintenance/SAV/divers, d'autre part

Le Groupe n'a pas la possibilité de découper de façon analytique la formation du résultat par secteur.

Les informations sectorielles sont présentées au niveau du chiffre d'affaires.

## 2) Faits majeurs de la période

Le 3 janvier 2011, la société SES a constitué une filiale, Store Electronic Systems Asia Pacific, qu'elle détient à 100%. A compter de cette date, compte tenu de l'existence de cette Société, SES devient un Groupe et présente désormais des comptes consolidés en normes IFRS.

## 3) Evénements postérieurs l'arrêté

Aucun évènement susceptible d'affecter les comptes au 30 juin 2011 n'est survenu entre le 30 juin 2011 et la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration.

## 4) Notes sur les états financiers

### NOTES SUR LE BILAN ACTIF ET PASSIF

#### Note 1– Immobilisations incorporelles

Actif brut immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution		A la clôture
			Virement poste à poste	Cession	
Recherche et développement	4 518	31	3 821		8 369
Concessions, brevets, droits similaires	10 791	816		162	11 444
Goodwill	15 587				15 587
Immobilisations incorporelles en cours (*)	2 726	1 616	- 3 821		520
<b>TOTAL</b>	<b>33 622</b>	<b>2 463</b>	<b>0</b>	<b>162</b>	<b>35 920</b>

(\*) Au 1<sup>er</sup> juin 2011, le projet G4 a été activé en recherche et développement.

Amortissements	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Recherche et développement	1 858	473		2 330
Concessions, brevets, droits similaires	4 226	434	162	4 498
<b>TOTAL</b>	<b>6 084</b>	<b>907</b>	<b>162</b>	<b>6 828</b>

*Note 2 – Immobilisations corporelles*

Actif brut immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution		A la clôture
			Virement poste à poste	Cession	
Constructions et agencements	825	18			843
Installations techniques, matériel et outil.	1 217	47		221	1 043
Autres immobilisations corporelles	489	60		85	464
<b>TOTAL</b>	<b>2 531</b>	<b>126</b>		<b>306</b>	<b>2 350</b>

Amortissements	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Installations techniques, matériel et outil.	928	65	221	773
Autres immobilisations corporelles	371	21	85	307
<b>TOTAL</b>	<b>1 455</b>	<b>116</b>	<b>306</b>	<b>1 266</b>

*Note 3 – Actifs financiers*

Actifs financiers	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Autres prêts	85			85
Divers	2		2	0
<b>TOTAL</b>	<b>208</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>207</b>

*Note 4 – Stocks*

Etat des stocks	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Stock de matières premières	4 922	5 178	4 716
Stock de produits finis	5 698	4 799	6 167
Stock de marchandises	3 785	3 251	3 250
Dépréciation des stocks	-438	-377	-279
<b>TOTAL</b>	<b>13 967</b>	<b>12 851</b>	<b>13 854</b>

#### Note 5 – Créances clients

Etat des créances clients	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Créances clients brutes	15 766	11 025	13 074
Provision pour dépréciation	-78	-56	-56
Clients – factures à établir	511	144	565
<b>TOTAL</b>	<b>16 199</b>	<b>11 113</b>	<b>13 583</b>

#### Note 6 – Autres débiteurs courants

Etat des créances	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Instruments financiers	0	0	744
Créances fiscales	637	1 747	1 875
Autres créances	23	101	56
Charges constatées d'avance	154	119	210
<b>TOTAL</b>	<b>815</b>	<b>1 967</b>	<b>2 885</b>

#### Note 7 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Etat des créances	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Valeurs mobilières de placement	32 530	31 559	24 249
Trésorerie	4 461	4 624	3 547
<b>TOTAL</b>	<b>36 991</b>	<b>36 183</b>	<b>27 796</b>

Le montant des valeurs mobilières au 30 juin 2011 s'élève à 32 530 K€. Les produits à recevoir s'élèvent à 341 K€. Ils concernent pour 297 K€ des intérêts courus d'un compte à terme et pour 44 K€ des coupons courus rattachés à des obligations.

#### Note 8 – Capital

Mouvements des titres	Nombre	Val. nominale (en €)	Capital social
Titres en début de période	10 985 911	2,00 €	21 972
Titres émis	18 119	2,00 €	36
Titres en fin de période	<b>11 004 030</b>	<b>2,00 €</b>	<b>22 008</b>

#### Note 9 – Autres instruments de capitaux propres

##### Options de souscription d'actions

Un plan d'options de souscription d'actions a été mis en place au titre de 2009, lors des Conseils d'administration des 27 août 2009 et 15 septembre 2010.

D'autre part, dans le cadre des fusions successives par absorption de SES COM par SES ESL, puis de SES ESL par Store Electronic Systems, SES ESL puis Store Electronic Systems ont préservé les droits des titulaires d'options de souscription d'actions SES COM puis de SES ESL. Ces derniers pourront ainsi exercer leurs options et souscrire des actions Store Electronic Systems en lieu et place des actions SES ESL.

Le tableau ci-dessous présente les informations relatives aux options de souscription d'actions en vigueur au 30 juin 2011 :

Nombre d'options attribuées	Date de l'Assemblée générale / Conseil d'administration	Début de la période d'exercice	Fin de la période d'exercice	Nombre d'actions SES auquel les options non encore converties	Prix de souscription des actions SES (en €)
73 684	22/06/2004	22/06/2008	22/06/2010	-	2,00
85 963	13/07/2005	13/07/2009	14/07/2011	20 993	3,16
34 000	16/05/2007	16/05/2011	16/05/2014	34 000	11,87
18 800	19/03/2008	19/03/2012	19/03/2015	18 800	11,20
14 000	15/04/2010	15/04/2014	15/04/2017	14 000	10,96
8 500	15/09/2010	15/09/2014	15/09/2017	8 500	8,89
<b>234 947</b>				<b>96 293</b>	

Au cours du premier semestre 2011, les options de souscription d'actions exercées ont donné lieu à l'émission de 18 119 actions.

Au 30 juin 2011, le nombre d'options de souscription d'actions en vigueur, qui donnent droit à la souscription d'un nombre total de 96 293 actions, représentent 0,87% du capital social et des droits de vote de Store Electronic Systems après dilution.

#### *Bons de souscription d'actions*

Au cours de l'exercice 2007, la Société a émis 325 265 bons de souscription d'actions (BSA) pour un montant de 403 329 €, soit une valeur unitaire de 1,24 € par BSA, donnant chacun le droit de souscrire à une action ordinaire de la Société d'une valeur nominale de 2,00 €. Ces BSA ont été attribués au Président - Directeur général. Le nombre de BSA exerçables était fonction du montant de l'EBIT de référence, tel que défini dans le procès-verbal de l'Assemblée générale mixte du 14 septembre 2007.

Effet de la dilution potentielle sur le capital

Instruments	Nombre	Effet
Options de souscription d'actions	96 293	0,84%
Bons de souscription d'action	325 625	2,85%
<b>TOTAL</b>	<b>421 918</b>	<b>3,69%</b>

*Note 10 – Réserves consolidées*

*Prime d'émission*

La prime d'émission de 19 007 K€ résulte des diverses augmentations de capital réalisées depuis la création de la Société.

Le mouvement de l'exercice, soit 21 K€, est le fait de la levée de 18 119 options à 3,16 €, soit 1,16 € par action.

*Note 11 – Provisions non courantes*

Nature des provisions	A l'ouverture	Dotations	Reprise utilisée	Non utilisée	A la clôture
Autres provisions pour risques	181	50	72		159
<b>TOTAL</b>	<b>181</b>	<b>50</b>	<b>72</b>		<b>159</b>

*Note 12 – Autres passifs non courants*

Nature des autres produits non courants	A l'ouverture	Subvention de la période	Quote-part rapportée au résultat	A la clôture
Crédit d'impôt recherche	944	299	82	1 161
<b>TOTAL</b>	<b>944</b>	<b>299</b>	<b>82</b>	<b>1 161</b>

*Note 13 – Fournisseurs*

Etat des dettes fournisseurs	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Dettes fournisseurs	5 962	3 241	2 896
Fournisseurs – avances et acomptes	0	0	-59
Fournisseurs – factures non parvenues	1 531	1 423	1 595
Fournisseurs – avoirs à recevoir	-114	-23	- 16
<b>TOTAL</b>	<b>7 379</b>	<b>4 641</b>	<b>4 416</b>

#### Note 14 – Autres dettes et comptes de régularisation

Etat des autres dettes	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Instruments financiers	92	0	0
Clients – avances et acomptes	211	229	410
Clients – avoirs à établir	539	262	458
Dettes sociales	2 022	2 119	1 815
Dettes fiscales	219	335	374
Engagements retraite	90	62	82
Produits constatés d’avance	369	448	268
Autres dettes	28	23	61
<b>TOTAL</b>	<b>3 570</b>	<b>3 478</b>	<b>3 469</b>

Concernant l’indemnité de départ à la retraite, un contrat d’assurance « indemnités de fin de carrière » a été souscrit auprès du « CIC Assurances » le 17 septembre 2007. Les versements effectués auprès de cet organisme sont destinés à couvrir cet engagement, estimé à 156 K€ au 30 juin 2011. Aucune somme n’a été versée au cours de l’année 2011. Le montant des engagements liés aux indemnités de départ à la retraite, non couvert par le contrat, est estimé à 90 K€.

#### NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

##### Note 15 – Chiffre d’affaires

Le chiffre d’affaires de la période se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Installations	16 949	60%
Swaps / réassort	9 337	33%
Maintenance / SAV / divers	1 956	7%
<b>TOTAL</b>	<b>28 244</b>	<b>100%</b>
Origine du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
France métropolitaine	18 091	64%
Export	10 152	36%
<b>TOTAL</b>	<b>28 244</b>	<b>100%</b>

*Note 16 – Autres charges externes*

<b>Autres charges externes</b>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>30/06/2010</b>
Sous-traitance	- 499	- 754	-252
Locations	-458	- 811	-402
Personnel extérieur	-338	- 610	-264
Honoraires	-206	- 589	-293
Coût du transport des marchandises	-425	- 670	-308
Frais de déplacement	-476	- 847	-392
Autres charges	- 971	- 1 320	-540
<b>TOTAL</b>	<b>- 3 373</b>	<b>- 5 601</b>	<b>- 2 451</b>

*Note 17 – Charges de personnel*

<b>Charges de personnel</b>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>30/06/2010</b>
Charges de personnel	- 4 351	-7 329	-3 679
Engagements retraite	-28	0	-20
Charges activées en immobilisation – frais de développement	353	635	305
Options de souscription d'actions	-15	-40	-20
<b>TOTAL</b>	<b>- 4 040</b>	<b>- 6 734</b>	<b>-3 414</b>

*Note 18 – Dotations nettes aux provisions*

<b>Dotations nettes aux provisions</b>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>30/06/2011</b>
Variation des provisions pour risques	21	- 115	8
Variation des dépréciations des immobilisations incorporelles	-169	-327	-165
Variation des provisions sur clients	-22	126	126
Variation des provisions sur stocks	-61	30	129
<b>TOTAL</b>	<b>-231</b>	<b>-286</b>	<b>98</b>

*Note 19 – Autres produits et charges financiers*

<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>30/06/2011</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>30/06/2010</b>
Instruments financiers	-92		470
Charges d'intérêts bancaires	-6	- 14	-4
Charges sur cessions de VMP		- 221	-5
<b>TOTAL</b>	<b>-98</b>	<b>- 235</b>	<b>461</b>

### Note 20 – Résultat par action

Résultat par action (en euros)	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2010
Résultat par action	0,40	0,73	0,38
▪ Avant dilution	0,40	0,73	0,38
▪ Après dilution	0,39	0,70	0,35

### Note 21 – Information sectorielle

	30/06/2011			30/06/2010		
	TOTAL	France métropolitaine	Export	TOTAL	France métropolitaine	Export
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>28 244</b>	<b>18 092</b>	<b>10 152</b>	<b>20 930</b>	<b>13 912</b>	<b>7 018</b>
Installations	16 949	8 296	8 653	12 056	6 134	5 922
Swap / réassort	9 337	7 991	1 347	7 026	6 024	1 002
Maintenance / SAV / divers	1 956	1 805	152	1 847	1 754	93

### 5) Autres informations

#### Note 22 – Effectif moyen

L'effectif inscrit au 30 juin 2011 se répartit de la manière suivante :

Catégories de salariés	Salariés
Cadres	58
Agents de maîtrise & techniciens	34
Employés	22
Apprentis sous contrat	4
<b>TOTAL</b>	<b>118</b>

#### Note 23 – Engagements hors bilan

##### Engagements donnés

- Au 30 juin 2011, les cautions et garanties bancaires suivantes ont été accordées : garantie de paiement de loyer Savills : 9 K€
- Par ailleurs, des indemnités ont été prévues en cas de révocation du Président - Directeur général, pour atteindre un maximum de 24 mois de rémunération moyenne, sous les conditions de performance définies dans le procès-verbal du Conseil d'administration du 14 novembre 2007.
- Le volume d'heures de formation cumulées correspondant aux droits acquis ouverts au titre du Droit individuel à la formation par les salariés s'élève à 4 990 heures pour 2011. Le volume d'heures n'ayant pas donné lieu à demande s'élève à 4 990 heures.

## Engagements reçus

*Il n'existe pas d'engagements reçus au 30 juin 2011.*

### **Note 24 – Rémunération des dirigeants**

La rémunération brute versée au Président - Directeur général pour la période écoulée s'élève à 220 K€ au titre de sa rémunération fixe 2011 (6 mois) et de son bonus 2010 (12 mois).

### **Note 25 – Honoraires des Commissaires aux comptes**

La charge comptabilisée au titre des honoraires des Commissaires aux comptes s'élève à 52 K€ au titre de la mission d'audit légal.

### **Note 26– Degré d'exposition aux risques de marché**

En ce qui concerne les créances et dettes subissant des variations de change :

- Le total des ventes en devises du premier semestre 2011 s'élève à 749 K\$. Au 30 juin 2011, les créances en devises non soldées représentent 327 K\$, soit 226 K€.
- Le total des achats en devises du premier semestre 2011 s'élève à 11 385 K\$ et 157 044 K¥. Au 30 juin 2011, les dettes en devises non soldées représentent 4 746 K\$ et 21 578 K¥, soit 3 469 K€.

## **6) Périmètre de consolidation**

Toutes les sociétés arrêtent leurs comptes au 31 décembre 2011.

<b>Raison sociale</b>	<b>Siège</b>	<b>% de contrôle 30/06/2011</b>	<b>% d'intérêt 30/06/2011</b>	<b>% d'intérêt 31/12/2010</b>
Store Electronic Systems	Argenteuil (France)	mère	mère	-
<b>Sociétés consolidées par intégration globale</b>				
Store Electronic Systems Asia Pacific	Singapour	100,00	100,00	-

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés du groupe Store Electronic Systems, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Ces comptes ont été préparés pour la première fois conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Ils comprennent à titre comparatif les données relatives à l'exercice 2010 retraitées selon les mêmes règles.

## **I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Courbevoie,  
Le 31 août 2011

### Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG ET AUTRES	Yves CANAC
MAZARS	Bernard ESPAÑA

# ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011

A ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du groupe Store Electronic Systems, et le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

**Monsieur Yves MARTIN**  
Président - Directeur général



**SES**  
*Store Electronic Systems*

39, rue de Montigny - 95100 Argenteuil - France

■ Tél. : + 33 1 34 34 61 61 ■ Fax : + 33 1 34 34 61 62 ■ [www.store-electronic-systems.com](http://www.store-electronic-systems.com)